



Prière de lire attentivement cette notice et de la conserver soigneusement !

Notice informative relative aux allocations familiales pour des salariés tunisiens ayant des enfants en Tunisie

1. Généralités

Cette notice informative doit fournir aux ressortissants tunisiens un aperçu des conditions dans lesquelles ils peuvent percevoir des allocations familiales allemandes pour leurs enfants. Les Familienkassen de l'Agence fédérale pour l'emploi fourniront d'autres renseignements.

2. Qui perçoit des allocations familiales allemandes ?

Les étrangers résidant en Allemagne peuvent percevoir des allocations familiales s'ils possèdent un permis de séjour valable. Certains permis de séjour qui donnent droit à une activité salariée peuvent également entraîner un droit aux allocations familiales. La Familienkasse fournira des renseignements plus précis.

Les ressortissants tunisiens qui travaillent en Allemagne comme salariés peuvent percevoir des allocations familiales sur la base de l'accord avec la Tunisie même s'ils ne remplissent pas les conditions légales exigées concernant le séjour. Il existe un droit aux allocations familiales, selon l'accord germano-tunisien, pour les mois où un emploi est exercé comme salarié en Allemagne dans la mesure où cet emploi est assujéti à l'assurance chômage. Les salariés sont, dans le sens de l'accord, également des personnes qui, à la fin de leur emploi, perçoivent des allocations parentales dénommées « Elterngeld » ou qui ont recours au congé parental selon la loi sur l'allocation et le congé familial dans le cas d'un contrat de travail continué, ou bien qui perçoivent l'allocation chômage (mais pas l'allocation citoyenne « Bürgergeld » [protection de base selon le Code allemand de la sécurité sociale II]), des indemnités maladie, l'allocation de maternité ou des prestations similaires.

On applique en plus aux ressortissants tunisiens qui sont reconnus par l'Office fédérale pour les migrations et réfugiés comme ayants droit à l'asile ou politiquement persécutés, au titre de l'autorité de la chose jugée, l'accord européen provisoire relatif à la sécurité sociale. Ils peuvent percevoir des allocations familiales s'ils habitent depuis au moins six mois en Allemagne. Ils ont droit aux allocations familiales après expiration d'un délai de six mois. Cela ne dépend pas d'une activité de salarié.

En outre, les ressortissants tunisiens ont droit, conformément à l'Accord Europe-Méditerranée de l'UE, aux allocations familiales allemandes s'ils sont assurés obligatoires ou continuent à être assurés volontairement dans au moins une branche de l'assurance sociale allemande (assurance légale maladie, vieillesse et accident ainsi que l'assurance sociale dépendance et promotion du travail) sans que cela dépende de l'existence d'un contrat de travail.

La Familienkasse fournit de plus amples détails.

3. Pour quels enfants peut-on percevoir des allocations familiales allemandes ?

Sont pris en considération comme enfants :

- les enfants propres (y compris adoptés),
- les enfants du conjoint (enfants d'un autre lit) vivant en Tunisie, s'ils ont déjà vécu dans le ménage étranger du salarié avant de commencer son travail en Allemagne et
- des enfants du conjoint (enfants d'un autre lit) que le demandeur a accueillis dans son ménage en Allemagne.

Les petits enfants et enfants confiés ne peuvent être pris en considération que si le demandeur les a accueillis dans son ménage en Allemagne.

Pour les enfants qui vivent durablement en Allemagne, il existe un droit aux allocations familiales jusqu'aux 18 ans révolus. Les enfants de plus de 18 ans ne peuvent être pris en considération que s'ils remplissent des conditions supplémentaires. Ces conditions sont mentionnées dans la notice informative générale relative aux allocations familiales.

Les enfants qui résident en Tunisie ne peuvent être pris en considération que si le demandeur est salarié dans le sens de l'accord germano-tunisien portant sur la sécurité sociale (voir à ce sujet le point 2 de la présente notice informative).

Les allocations familiales pour des enfants vivant en Tunisie ne peuvent généralement être versées que pour des enfants non mariés jusqu'à leurs 16 ans. De plus, selon l'accord germano-tunisien sur les allocations familiales, quatre enfants au plus vivant en Tunisie peuvent être pris en considération.

Les allocations familiales ne sont pas versées pour un enfant pour lequel un parent travaillant en Tunisie peut demander des allocations familiales selon les prescriptions juridiques locales.

4. A combien se montent les allocations familiales allemandes ?

Le montant des allocations familiales dépend de l'endroit où séjournent les enfants.

Pour les enfants qui séjournent en Allemagne, dans un pays membre de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou en Suisse, les allocations familiales correspondent aux barèmes allemands.

Ceux-ci s'élèvent par mois :

- pour chaque enfant respectivement à 259 euros

Pour des enfants vivant en Tunisie, les allocations familiales ne sont dues que si le demandeur est salarié dans le sens de l'accord germano-tunisien relatif à la sécurité sociale (cf. à ce sujet le n° 2 de cette notice informative).

Les barèmes d'allocations familiales pour des enfants vivant en Tunisie ou pour des enfants qui ne séjournent que provisoirement en Allemagne, s'élèvent à

- pour le premier enfant 5,11 euros par mois
- pour le deuxième jusqu'au quatrième enfant 12,78 euros par mois

L'ordre dépend de l'âge des enfants. Seuls les enfants qui ont réellement droit aux allocations familiales comptent.

5. Qui perçoit les allocations familiales allemandes lorsque plusieurs personnes sont des ayants droit pour le même enfant ?

Seule une personne perçoit des allocations familiales pour le même enfant. Si les deux parents travaillent en Allemagne comme salariés, les allocations familiales sont toujours versées, pour les enfants vivant dans le ménage commun, au parent qu'ils ont déterminé ensemble.

6. Quand commence et quand s'achève le droit aux allocations familiales ?

Les allocations familiales sont versées pour chaque mois dans lequel les conditions au droit ont existé au moins pour une journée. Si un enfant arrive en Allemagne au cours d'un mois, les allocations familiales doivent être versées pour ce mois dans le pays d'origine. Pareillement, pour un enfant qui retourne en Tunisie au cours d'un mois, les allocations familiales sont encore versées en Allemagne.

Le droit aux allocations familiales est prescrit après 4 ans.

7. Comment et où doit-on demander les allocations familiales ?

Les allocations familiales doivent être demandées par écrit auprès de la « Familienkasse Bayern Süd », 93013 Regensburg. Veuillez utiliser à cet effet les formulaires nécessaires « Demande d'allocations familiales » (KG1), « formulaire enfant » et « formulaire étranger » (KG 51). Ces formulaires sont disponibles auprès de la Familienkasse.

Les formulaires de demande doivent être soigneusement remplis. Seuls les enfants vivant réellement peuvent être inscrits.

Si une activité de salarié est exercée, l'employeur doit attester sur le formulaire ci-joint KG 54 qu'il existe un contrat de travail et si des contributions sont versées à l'Agence fédérale de l'emploi.

Les formulaires remplis conjointement avec les documents nécessaires peuvent être présentés personnellement auprès de la Familienkasse. Ceci est toujours recommandé s'il existe des doutes sur la manière de répondre à certaines questions du formulaire de demande. La demande peut également être envoyée par la poste à la Familienkasse ou être envoyée voire remise par une autre personne à ladite caisse. Celle-ci n'est cependant valide que lorsqu'elle est arrivée réellement chez la Familienkasse compétente.

Les indications faites dans le formulaire de demande et les documents fournis sont protégés comme secret fiscal.

8. Quels documents doit-on joindre à la demande ?

Le demandeur doit faire la preuve de son titre de séjour respectif (par ex. par une copie du passeport).

Les demandeurs qui ont été reconnus par l'Office fédérale pour les migrations et réfugiés comme ayants droit à l'asile ou politiquement persécutés, doivent présenter l'avis de reconnaissance. Il doit ressortir de cet avis ou d'une attestation supplémentaire de l'Office fédérale que et quand la reconnaissance a eu lieu au titre de l'autorité de la chose jugée.

L'existence et le lieu de séjour des enfants mentionnés dans la demande doivent être prouvés par une attestation officielle.

Il faut présenter une attestation de situation de famille (KG 53) pour prouver l'existence d'enfants vivant dans le pays d'origine. L'attestation de situation de famille est établie par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, 49, Avenue Taieb M'hiri, CT 1060 Tunis. Si une attestation de famille fait part de dates de naissance incorrectement indiquées ou d'enfants qui sont entre-temps décédés, la Familienkasse compétente doit en être informée et les indications correctes rétablies.

Il faut présenter un avis ou une attestation de l'organe compétent pour prouver la perception des allocations chômage, les indemnités journalières de maladie, les allocations parentales ou des prestations similaires.

9. Comment est-ce que les allocations familiales sont versées ?

Les allocations familiales sont payées mensuellement, et ce rétroactivement pour le mois pour lequel les allocations familiales sont destinées. Le paiement a lieu sur le compte indiqué.

10. Quand est-ce que des allocations familiales doivent être versées à une autre personne ou service ?

Les allocations familiales sont destinées à l'entretien des enfants. Si elles ne sont pas utilisées dans ce but, la personne ou le service qui s'occupe réellement des enfants en Tunisie peut demander que les allocations familiales lui soient versées. Le versement a lieu à la Caisse Nationale de sécurité sociale, Tunis. Cette administration transmet alors les allocations familiales à la personne ou au service qui s'occupe principalement de l'enfant.

11. Que doit-on observer lorsque l'on perçoit des allocations familiales ?

Toute personne ayant demandé des allocations familiales s'engage à informer immédiatement la Familienkasse de toutes les modifications concernant ses conditions et les conditions de ses enfants qui peuvent être pertinentes pour le droit aux allocations familiales. Cet engagement existe aussi si la demande n'a pas fait encore l'objet d'une décision. Toute personne qui viole son obligation de déclaration ne doit pas seulement rembourser les allocations familiales perçues en trop mais doit compter sur une amende voire même une procédure pénale.

La Familienkasse compétente doit être en particulier immédiatement informée si

- des allocations familiales ou une prestation similaire ont été versées pour un enfant par un autre service,
- une autre personne (par ex. le conjoint) perçoit des allocations familiales ou une prestation similaire pour un enfant
- un enfant naît, décède ou change le lieu de séjour (en Tunisie ou aussi entre la Tunisie et l'Allemagne),
- un enfant se marie ou si sa situation de famille change,
- l'autre parent commence un emploi en Allemagne,
- le contrat de travail sera résilié ou si aucun salaire n'est perçu pendant plus d'un mois,
- l'Allemagne sera quittée.

Si un nouveau contrat de travail est conclu, ceci doit être communiqué à la Familienkasse compétente avec le formulaire "Déclaration de modification".

Toute personne qui quitte durablement l'Allemagne et doit percevoir encore des allocations familiales restantes les reçoit envoyées, sur sa demande, à son domicile. Elle doit fournir pour cela à la Familienkasse son numéro d'allocations familiales et son adresse.

12. Que doit-on faire lorsque l'on reçoit un questionnaire ?

La Familienkasse contrôle une fois par an si toutes les conditions sont encore réunies pour le droit aux allocations familiales. Pour ce faire, elle envoie un questionnaire et un formulaire "Attestation de situation de famille". Le questionnaire doit être renvoyé à la Familienkasse avec l'attestation de famille établie par l'administration compétente ainsi qu'avec les autres documents éventuels.

13. Quand et comment apprend-on la décision de la Familienkasse ?

De principe, les décisions de la Familienkasse seront toujours envoyées par avis écrit. Si des allocations familiales pour un enfant seront déjà perçues et s'elles continuent à être versées, sans changement, après une vérification, la Familienkasse n'envoie généralement pas d'avis écrit.

14. Quand doit-on rembourser des allocations familiales perçues en trop ?

Toute personne ayant perçu à tort des allocations familiales doit les rembourser. La Familienkasse établit dans ce cas un avis écrit. L'obligation de remboursement existe également si l'Allemagne sera quittée. En cas d'encaissement de la dette en Tunisie, les services tunisiens viennent en aide.

15. Que peut-on faire si l'on n'est pas d'accord avec une décision de la Familienkasse ?

Toute personne qui n'est pas d'accord avec une décision peut faire opposition. Toute opposition éventuelle doit être présentée, dans un délai d'un mois après publication de la décision, auprès de la Familienkasse, par écrit ou pour être consignée.

Si l'opposition n'est pas recevable, la Familienkasse promulgue un avis d'opposition contre lequel il est possible d'intenter une action auprès du tribunal statuant en matière fiscale.

Si une décision est devenue ferme (incontestable), elle ne peut plus être modifiée régulièrement. Il est possible de saisir par ex. le salaire, de l'argent sur un compte bancaire ou des objets appartenant au débiteur en raison d'une demande de remboursement ferme de la Familienkasse. Toute personne recevant une décision de la Familienkasse devrait donc examiner immédiatement si elle est d'accord avec le contenu. Cela vaut également si une décision est adressée après que vous avez quitté l'Allemagne.

Merkblatt über Kindergeld für tunesische Staatsangehörige

1. Allgemeines

Dieses Merkblatt soll tunesischen Staatsangehörigen einen Überblick geben, unter welchen Voraussetzungen sie für ihre Kinder deutsches Kindergeld erhalten können. Weitere Auskünfte erteilen die Familienkassen der Bundesagentur für Arbeit.

2. Wer erhält deutsches Kindergeld?

In Deutschland wohnende Ausländer können Kindergeld erhalten, wenn sie eine gültige Niederlassungserlaubnis besitzen. Bestimmte Aufenthaltserlaubnisse, die zur Erwerbstätigkeit berechtigen, können ebenfalls einen Anspruch auf Kindergeld auslösen. Nähere Auskünfte darüber erteilt die Familienkasse.

Staatsangehörige Tunesiens, die in Deutschland als Arbeitnehmer beschäftigt sind, können jedoch auf Grund des Kindergeld-Abkommens mit Tunesien Kindergeld auch dann erhalten, wenn sie die geforderten aufenthaltsrechtlichen Voraussetzungen nicht erfüllen. Ein Anspruch auf Kindergeld nach dem deutsch-tunesischen Abkommen besteht für diejenigen Monate, in denen in Deutschland eine Beschäftigung als Arbeitnehmer ausgeübt wird, sofern während dieser Beschäftigung Arbeitslosenversicherungspflicht besteht. Arbeitnehmer im Sinne des Abkommens sind auch solche Personen, die nach Beendigung ihrer Beschäftigung Elterngeld erhalten oder bei fortbestehendem Arbeitsverhältnis Elternzeit nach dem Bundeselterngeld- und Elternzeitgesetz in Anspruch nehmen, oder die Arbeitslosengeld (nicht aber Bürgergeld [Grundsicherung nach dem SGB II]), Krankengeld, Mutterschaftsgeld oder vergleichbare Leistungen beziehen.

Auf tunesische Staatsangehörige, die vom deutschen Bundesamt für Migration und Flüchtlinge bestands- bzw. rechtskräftig als Asylberechtigte oder sonstige politisch Verfolgte anerkannt worden sind, findet zusätzlich das Vorläufige Europäische Abkommen über Soziale Sicherheit Anwendung. Sie können Kindergeld erhalten, wenn sie seit wenigstens sechs Monaten in Deutschland wohnen. Kindergeld steht dann nach Ablauf einer Sechs-Monatsfrist zu. Auf eine Arbeitnehmertätigkeit kommt es nicht an.

Darüber hinaus haben Staatsangehörige Tunesiens nach dem Europa-Mittelmeer-Abkommen der EU Anspruch auf deutsches Kindergeld, wenn sie in mindestens einem Zweig der deutschen Sozialversicherung (gesetzliche Kranken-, Renten- und Unfallversicherung sowie soziale Pflegeversicherung und Arbeitsförderung) pflichtversichert oder freiwillig weiter versichert sind, ohne dass es darauf ankommt, ob ein Arbeitsverhältnis besteht.

Nähere Auskünfte erteilt die Familienkasse.

3. Für welche Kinder kann man deutsches Kindergeld erhalten?

Als Kinder werden berücksichtigt:

- eigene (einschließlich angenommene) Kinder,
- in Tunesien lebende Kinder des Ehegatten (Stiefkinder), wenn sie schon im ausländischen Haushalt des Arbeitnehmers gelebt haben, bevor er seine Arbeit in Deutschland aufgenommen hat und
- Kinder des Ehegatten (Stiefkinder), die der Antragsteller in seinen Haushalt in Deutschland aufgenommen hat.

Enkelkinder und Pflegekinder können nur berücksichtigt werden, wenn sie der Antragsteller in seinen Haushalt in Deutschland aufgenommen hat.

Für Kinder, die dauernd in Deutschland leben, besteht Anspruch auf deutsches Kindergeld bis zur Vollendung des 18. Lebensjahres. Kinder über 18 Jahre können nur berücksichtigt werden, wenn sie zusätzliche Voraussetzungen erfüllen. Welche dies sind, ist im allgemeinen Merkblatt über Kindergeld nachzulesen.

Kinder mit Wohnsitz in Tunesien können nur dann berücksichtigt werden, wenn der Antragsteller Arbeitnehmer im Sinne des deutsch-tunesischen Abkommens über Soziale Sicherheit ist (siehe hierzu Nr. 2 dieses Merkblattes).

Kindergeld für in Tunesien lebende Kinder kann generell nur für unverheiratete Kinder bis zu deren 16. Lebensjahr gezahlt werden. Außerdem können nach dem deutsch-tunesischen Kindergeld-Abkommen höchstens vier in Tunesien lebende Kinder berücksichtigt werden.

Kindergeld wird nicht für ein Kind gezahlt, für das ein in Tunesien erwerbstätiger Elternteil Kindergeld nach den dortigen Rechtsvorschriften beanspruchen kann.

4. Wie hoch ist das Kindergeld?

Die Höhe des Kindergeldes hängt davon ab, wo sich die Kinder aufhalten.

Für Kinder, die sich in Deutschland, einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, des Europäischen Wirtschaftsraumes oder der Schweiz aufhalten, steht Kindergeld in Höhe der deutschen Sätze zu.

Diese betragen monatlich:

- für jedes Kind jeweils 259 Euro

Für Kinder in Tunesien steht nur dann Kindergeld zu, wenn der Antragsteller Arbeitnehmer im Sinne des deutsch-tunesischen Abkommens über Soziale Sicherheit ist (vgl. hierzu Nr. 2 dieses Merkblattes).

Die Kindergeldsätze für Kinder in Tunesien bzw. für Kinder, die sich nur vorübergehend in Deutschland aufhalten, betragen

- für das erste Kind 5,11 Euro monatlich,
- für das zweite bis vierte Kind 12,78 Euro monatlich.

Die Reihenfolge richtet sich nach dem Alter der Kinder. Dabei zählen aber nur diejenigen Kinder, für die tatsächlich Anspruch auf Kindergeld besteht.

5. Wer erhält deutsches Kindergeld, wenn mehrere Personen für dasselbe Kind anspruchsberechtigt sind?

Für dasselbe Kind wird nur einer Person Kindergeld gezahlt. Sind beide Elternteile als Arbeitnehmer in Deutschland beschäftigt, so wird das Kindergeld grundsätzlich für die im gemeinsamen Haushalt lebenden Kinder an denjenigen Elternteil gezahlt, den sie untereinander bestimmen.

6. Wann beginnt und wann endet der Anspruch auf Kindergeld?

Das Kindergeld wird für jeden Monat gezahlt, in dem die Anspruchsvoraussetzungen mindestens an einem Tag bestanden haben. Reist ein Kind im Laufe eines Monats nach Deutschland ein, ist für diesen Monat Kindergeld noch im Heimatland zu zahlen. Genauso wird für ein Kind, das im Laufe eines Monats nach Tunesien zurückkehrt, Kindergeld noch in Deutschland gezahlt.

Der Anspruch auf Kindergeld verjährt nach 4 Jahren.

7. Wie und wo ist das Kindergeld zu beantragen?

Das Kindergeld muss schriftlich bei der Familienkasse Bayern Süd, 93013 Regensburg, beantragt werden. Bitte verwenden Sie hierfür die Vordrucke „Antrag auf Kindergeld (KG 1)“, die „Anlage Kind“ und die „Anlage Ausland (KG 51)“. Diese Vordrucke sind bei der Familienkasse erhältlich.

Die Vordrucke müssen sorgfältig ausgefüllt werden. Es dürfen nur Kinder eingetragen werden, die tatsächlich leben.

Wird eine Arbeitnehmertätigkeit ausgeübt, muss der Arbeitgeber auf dem beiliegendem Vordruck KG 54 bescheinigen, dass ein Arbeitsverhältnis besteht und ob Beiträge zur Bundesagentur für Arbeit entrichtet werden.

Die ausgefüllten Vordrucke können mit den erforderlichen Unterlagen persönlich bei der Familienkasse abgegeben werden. Dies wird sich immer dann empfehlen, wenn Zweifel bestehen, wie einzelne Fragen im Antragsvordruck zu beantworten sind. Der Antrag kann aber auch auf dem Postweg oder durch eine andere Person an die Familienkasse übermittelt werden. Dieser ist jedoch erst dann wirksam gestellt, wenn er bei der zuständigen Familienkasse tatsächlich eingegangen ist.

Die Angaben im Antragsvordruck und den eingereichten Unterlagen sind als Steuergeheimnis geschützt.

8. Welche Unterlagen müssen dem Antrag beigelegt werden?

Antragsteller haben ihren jeweiligen Aufenthaltstitel nachzuweisen (z. B. durch Passkopie).

Antragsteller, die vom deutschen Bundesamt für Migration und Flüchtlinge als Asylberechtigte oder sonstige politisch Verfolgte anerkannt worden sind, müssen den Anerkennungsbescheid vorlegen. Aus diesem Bescheid oder einer zusätzlichen Bescheinigung des Bundesamtes muss hervorgehen, dass und seit wann die Anerkennung bestands- bzw. rechtskräftig geworden ist.

Die Existenz und der Aufenthaltsort der im Antrag aufgeführten Kinder muss durch eine amtliche Bescheinigung nachgewiesen werden.

Zum Nachweis der im Heimatland lebenden Kinder ist eine Familienstandsbescheinigung (KG 53) vorzulegen. Die Familienstandsbescheinigung wird von der Caisse Nationale de Sécurité Sociale, 49 Avenue Taieb M'hiri, CT 1060 Tunis ausgestellt. Sind in einer Familienstandsbescheinigung Geburtsdaten nicht richtig angegeben oder Kinder aufgeführt, die inzwischen verstorben sind, müssen Sie die zuständige Familienkasse unaufgefordert darauf hinweisen und die richtigen Angaben machen.

Als Nachweis über den Bezug von Arbeitslosengeld, Krankengeld, Mutterschaftsgeld, Elterngeld oder vergleichbaren Leistungen muss ein Bescheid oder eine Bescheinigung des zuständigen Trägers vorgelegt werden.

9. Wie wird das Kindergeld gezahlt?

Das Kindergeld wird monatlich gezahlt, und zwar jeweils rückwirkend für den Monat, für den das Kindergeld bestimmt ist. Die Zahlung erfolgt auf das angegebene Konto.

10. Wann ist das Kindergeld an eine andere Person oder Stelle auszuzahlen?

Das Kindergeld ist zum Unterhalt der Kinder bestimmt. Wird es nicht dafür verwendet, so kann die Person oder Stelle, die in Tunesien tatsächlich für die Kinder sorgt, beantragen, dass das Kindergeld an sie ausgezahlt wird. Die Überweisung erfolgt an die Staatliche Anstalt für Soziale Sicherheit, Tunis. Diese Behörde leitet das Kindergeld dann an die Person oder Stelle weiter, die für das Kind überwiegend sorgt.

11. Was muss man beachten, wenn man Kindergeld bezieht?

Wer Kindergeld beantragt hat, ist verpflichtet, der zuständigen Familienkasse unverzüglich alle Änderungen in seinen Verhältnissen und den Verhältnissen seiner Kinder mitzuteilen, die für den Kindergeldanspruch von Bedeutung sein können. Diese Verpflichtung besteht auch, wenn über den Antrag noch nicht entschieden ist. Wer seine Anzeigepflicht verletzt, hat nicht nur das etwa zu viel bezogene Kindergeld zurückzuzahlen, sondern muss auch mit einer Geldbuße oder sogar mit einem Strafverfahren rechnen.

Die zuständige Familienkasse ist insbesondere sofort zu unterrichten, wenn

- für ein Kind von einer anderen Stelle Kindergeld oder eine vergleichbare Leistung gezahlt wird,
- für ein Kind eine andere Person (z. B. der Ehegatte) Kindergeld oder eine vergleichbare Leistung erhält,
- ein Kind geboren wird, stirbt oder seinen Aufenthaltsort wechselt (in Tunesien oder auch zwischen Tunesien und Deutschland),
- ein Kind heiratet oder sich sonst sein Familienstand ändert,
- der andere Elternteil eine Beschäftigung in Deutschland aufnimmt,
- das Arbeitsverhältnis aufgelöst oder für mehr als einen Monat kein Arbeitslohn bezogen wird,
- Deutschland verlassen wird.

Wird ein neues Arbeitsverhältnis aufgenommen, so muss dies der zuständigen Familienkasse mit dem Vordruck „Veränderungsanzeige“ mitgeteilt werden.

Wer Deutschland auf Dauer verlässt und noch restliches Kindergeld zu erhalten hat, bekommt es auf Verlangen an seinen Wohnort nachgesandt. Er muss der Familienkasse hierzu seine Kindergeldnummer und seine Anschrift bekannt geben.

12. Was ist zu tun, wenn man einen Fragebogen erhält?

Die Familienkasse prüft jedes Jahr einmal, ob noch alle Voraussetzungen für den Anspruch auf Kindergeld vorliegen. Zu diesem Zweck übersendet sie einen Fragebogen und einen Vordruck „Familienstandsbescheinigung“. Der Fragebogen ist mit der von der zuständigen Behörde ausgestellten Familienstandsbescheinigung sowie etwaigen sonstigen Unterlagen an die Familienkasse zurückzugeben.

13. Wann und wie erfährt man von der Entscheidung der Familienkasse?

Entscheidungen der Familienkasse werden grundsätzlich durch Übersendung eines schriftlichen Bescheides bekannt gegeben. Wenn für ein Kind bereits Kindergeld bezogen und es nach einer Überprüfung unverändert weitergezahlt wird, versendet die Familienkasse im Allgemeinen keinen schriftlichen Bescheid.

14. Wann muss zu viel erhaltenes Kindergeld erstattet werden?

Wer Kindergeld zu Unrecht erhalten hat, muss es erstatten. Hierüber erteilt die Familienkasse einen schriftlichen Bescheid. Die Erstattungspflicht besteht auch dann fort, wenn Deutschland verlassen wird. Bei Einziehung der Schuld in Tunesien leisten die tunesischen Stellen Hilfe.

15. Was kann man tun, wenn man mit einer Entscheidung der Familienkasse nicht einverstanden ist?

Wer mit einer Entscheidung nicht einverstanden ist, kann hiergegen Einspruch einlegen. Ein etwaiger Einspruch ist innerhalb eines Monats, nachdem die Entscheidung bekannt gegeben worden ist, bei der Familienkasse schriftlich oder zur Niederschrift einzureichen.

Kann dem Einspruch nicht stattgegeben werden, erlässt die Familienkasse einen Einspruchsbescheid, gegen den Klage beim Finanzgericht erhoben werden kann.

Ist eine Entscheidung bindend (unanfechtbar) geworden, kann sie regelmäßig nicht mehr geändert werden. Wegen einer bindend festgesetzten Erstattungsforderung der Familienkasse können z. B. Arbeitslohn, Geld auf Bankkonten oder Gegenstände aus dem Besitz des Schuldners gepfändet werden. Wer eine Entscheidung der Familienkasse erhält, sollte daher sofort prüfen, ob er mit dem Inhalt einverstanden ist. Dies gilt auch, wenn eine Entscheidung ergeht, nachdem Sie Deutschland verlassen haben.